



CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

Mission d'assistance et de conseil pour la passation d'une concession de stationnement au CHU Grenoble-Alpes

N° du CCP : 2024T142

Etablissement(s) du GHT Alpes Dauphiné concerné(s) par le présent contrat :

- ☒ Centre Hospitalier Universitaire Grenoble Alpes (dont l'Hôpital de Voiron depuis le 01/01/2020)
- ☐ Centre Hospitalier Alpes-Isère
- ☐ Centre Hospitalier Fabrice Marchiol - La Mure
- ☐ Centre Hospitalier de Rives
- ☐ Centre Hospitalier Gériatrique de Saint Geoire en Valdaine
- ☐ Centre Hospitalier de Saint Laurent du Pont
- ☐ Centre Hospitalier Michel Perret - Tullins
- ☐ Centre Hospitalier Rhumatologique d'Uriage

Table des matières

Préambule	4
Article 1 – Dispositions générales du contrat	4
1.1 – Objet du contrat.....	4
1.2 – Forme du contrat.....	8
Article 2 – Pièces contractuelles	9
Article 3 – Durée et délai d'exécution	10
3.1 – Durée du marché public	10
3.2 – Délai d'exécution	10
3.3 – Prolongation des délais	10
Article 4 – Prix	10
4.1 – Caractéristiques des prix pratiqués	10
4.2- Modalité de variation des prix	10
4.3- Clauses de réexamen	11
4.3.1- Circonstances imprévisibles	11
4.3.2- Changement affectant le titulaire en cours d'exécution	12
4.3.3- Intégration de prestations modificatives ou supplémentaires	12
Article 5 – Garanties financières	12
Article 6 – Avances	12
6.1 – Conditions de versement et de remboursement	12
6.2 – Garanties financières de l'avance.....	13
Article 7 – Modalités de règlement des comptes	13
7.1 – Acomptes.....	13
7.2 – Présentation des demandes de paiement.....	13
7.3 – Facturation électronique	14
7.4 – Délai global de paiement.....	14
7.5 – Paiement des cotraitants.....	15
7.6 - Paiement des sous-traitant	15
Article 8 – Obligations générales du titulaire	16
8.1 – Obligations générales	16
8.2- Devoir de conseil	19
8.3- Confidentialité	19

8.4- Protection des données à caractère personnelle	19
8.5- Droits de propriété intellectuelle.....	20
Article 9 – Conditions d’exécution des prestations.....	21
9.1 – Déroulement de la mission.....	21
9.2 – Présentation des livrables	22
9.3 – Réunions	22
9.4 – Arrêt de l’exécution des prestations	22
Article 10 - Constatation de l’exécution des prestations	23
10.1 – Vérifications – Réception des documents.....	23
10.2 – Achèvement de chacune des phases.....	23
Article 11 – Garantie des prestations.....	23
Article 12 – Pénalités.....	23
12.1 – Pénalités de retard	23
12.2- Pénalité pour absence de déclaration de sous-traitant.....	24
12.3- Pénalité pour travail dissimulé.....	24
12.4 – Exécution aux frais et risques.....	24
Article 13 – Assurances	24
Article 14 – Résiliation du contrat.....	25
14.1 – Conditions de résiliation du marché public.....	25
14.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	25
Article 15 – Règlement des litiges et langues.....	26
Article 16 – Développement durable	27
Article 17 – Dérogations.....	28

Préambule

Les Groupements Hospitaliers de Territoires (GHT) ont été créés par l'article 107 de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 relative à la modernisation de notre système de santé et le décret n° 2016-524 du 27 avril 2016 relatif aux groupements hospitaliers de territoire. Le GHT Alpes-Dauphiné a été officialisé par la signature de sa convention constitutive le 1er juillet 2016.

A ce titre, le Centre Hospitalier Universitaire Grenoble-Alpes (CHUGA) agit en qualité d'établissement support du GHT Alpes-Dauphiné.

Ainsi, en phase de passation du contrat, il constitue l'interlocuteur unique des opérateurs économiques.

En phase d'exécution du contrat :

- Le CHUGA assure la gestion contractuelle de l'ensemble des besoins ;
- Les établissements membres assurent, chacun pour la part du contrat qui les concerne, l'exécution du contrat (émission des bons de commande ou ordres de services, vérification et admission des prestations, règlement des factures, mise en œuvre des pénalités...).

Il en découle que la notion de pouvoir adjudicateur telle que définie à l'article L. 1211-1 du code de la commande publique renvoie soit à l'établissement support du GHT Alpes-Dauphiné, soit à l'établissement membre du GHT Alpes-Dauphiné concerné par le contrat pour chacune des missions qui les concerne.

NOTA : Depuis le 1^{er} janvier 2020, le CHU Grenoble-Alpes et le CH de Voiron ont fusionné. A compter de cette date, ces deux établissements forment une seule et même entité, l'Hôpital de Voiron étant devenu un site du CHUGA Grenoble Alpes.

Article 1 – Dispositions générales du contrat

1.1 – Objet du contrat

Les stipulations du présent cahier des clauses particulières (CCP) concernent la réalisation d'une mission de conseil et d'assistance portant sur le renouvellement de la concession de travaux et de services pour l'exploitation des parcs de stationnement du CHUGA.

Le CHUGA souhaite bénéficier d'un accompagnement technique, financier et juridique.

1.1.1- Décomposition de la prestation

Les prestations se dérouleront en deux phases comme suit :

- Phase 1 :
 - Un **état des lieux réglementaire** du parc existant et, le cas échéant, une évaluation de l'**investissement** nécessaire pour la mise en conformité à la réglementation actuelle et à venir (végétalisation, accessibilité PMR, bornes IRVE, ombrières, etc.).
 - Une évaluation des investissements nécessaires à la mise en conformité du parking souterrain Michallon afin qu'il puisse recevoir du public (classement ERP).

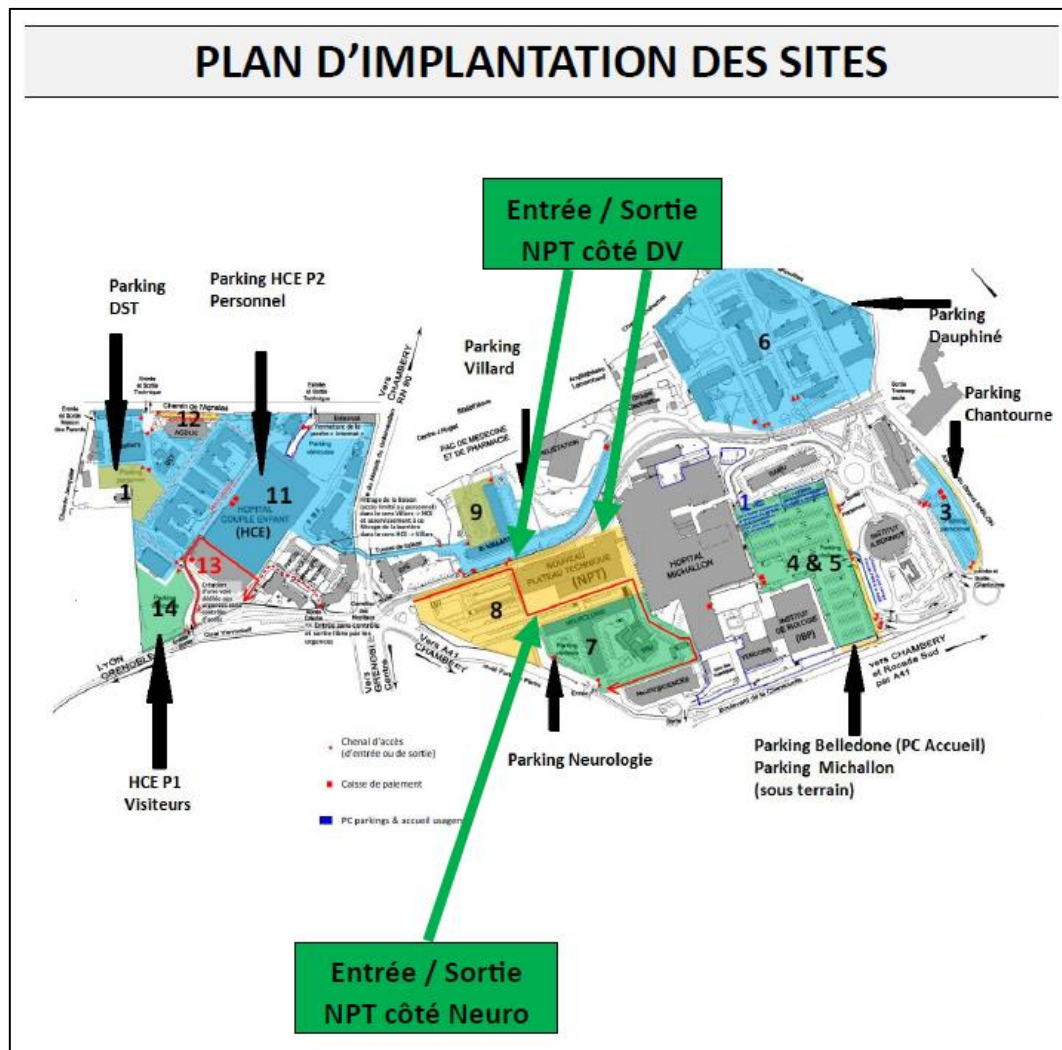
- Une évaluation des prestations nécessaires à l'exploitation du futur parking silo de 800 places, intégrant notamment une réflexion sur la sécurité du personnel utilisateur de l'ouvrage.
 - Le titulaire devra également étudier l'opportunité d'intégrer le site Sud actuellement non contrôlé dans le périmètre de la nouvelle concession.
- Phase 2 : un **accompagnement** du CHUGA pour la **rédaction** et la **passation du contrat de concession** jusqu'à sa notification.

Le titulaire devra notamment au regard du bilan de la concession actuelle :

- Conseiller le concédant sur la durée du futur contrat et ce au regard de la phase 1 bilan
- Proposer une grille tarifaire.

1.1.2- Périmètre de la concession actuelle

La concession porte sur une partie des emplacements de stationnement pour véhicules motorisés.



Ils se répartissent de la façon suivante :

- **Les poches gérées et exploitées dans la concession actuelle :**

Noms Poches	Type de poche	Nb places Total	Places réservées visiteurs	Places réservées Personnel	Places réservées Taxis et Ambulances
BELLEDONNE	visiteurs	440	387		53
NEUROLOGIE	visiteurs	40	40		
DST	personnel	85		85	
CHANTOURNE	personnel	137		137	
NPT	personnel	143		132	11
IRM	personnel	50		50	
INTERNAT	personnel	150		150	
VISITEURS HCE P1	mixte	130	100	30	
MICHALLON PERSONNEL	mixte	800		800	
DAUPHINE	mixte	350	74	236	40
VILLARS	mixte	84	15	69	
HCE P2	mixte	307	61	234	12
Taxis et Ambulances	toutes poches	116			
Nb de places total		2716	677	1923	116
Nb de lits sur l'ensemble du CHU		2435			

- **Des poches gérées ou emplacements diffus non exploités dans la concession actuelle :**
 - L'intégralité du site Sud
 - L'intégralité du site de Voiron
 - Les poches de parking « Taillefer » et « IRM » (du nom des bâtiments qu'elles juxtaposent)
 - Les emplacements de stationnement le long de l'allée de la source (du bâtiment Dominique Villard au bâtiment N75), de la rue de l'Isère et de la rue du Vercors.

1.1.3- Présentation des projets à venir ayant un impact sur le stationnement

Dans le cadre de son Schéma Directeur Immobilier (SDI), le CHU Grenoble Alpes prévoit une rénovation globale du site de la Tronche (site nord). Il s'agit d'une vision à horizon 2035 de la stratégie patrimoniale du CHUGA qui vise à améliorer les conditions d'accueil et de prise en charge des patients, et de travail des professionnels.

Le SDI prévoit notamment la construction d'un nouveau bâtiment dit « NBH » qui accueillera les hospitalisations, certains services médicaux et à terme, le pôle administratif. La construction de ce nouveau bâtiment permettra un transfert d'activités et donc la réhabilitation/réorganisation des niveaux bas du bâtiment de Michallon.

Les principales modifications entraînées par ce projet immobilier sur le parc de stationnement sont les suivantes :

- Démolition partielle des parcs Michallon personnel 800 places et Belledonne visiteurs (440 places). Cette démolition ne sera pas à réaliser par le futur concessionnaire
- Conservation d'environ 440 places résiduelles sur ces 2 parcs et mise aux normes ERP afin de pouvoir accueillir des visiteurs. Ce qui n'est pas le cas de tous les emplacements aujourd'hui. Cette mise aux normes fera partie des travaux.

- Construction d'un Parking silo de 800 places pour le personnel. Cette construction ne sera pas à réaliser par le futur concessionnaire. En revanche celui-ci devra l'équiper (contrôle d'accès, bornes de paiement, télésurveillance, Bornes IRVE, Panneaux photovoltaïques) et l'exploiter dans le cadre de sa concession.

Ce projet immobilier envisage donc de conserver le nombre de places de stationnement à leur niveau actuel donc 2716 concédées.

Indépendamment de ce projet immobilier le CHUGA s'interroge sur l'opportunité de contrôler les accès et donc d'intégrer à la future concession les 2 sites suivants.

Hôpital sud à Echirolles. / capacité de stationnement actuelles : environ 400 places en parking au sol sans contrôle d'accès.

Hôpital de Voiron : Capacité de stationnement actuelle : Environ 350 places en parking au sol sans contrôle d'accès.

1.1.4- *Présentation des pratiques de déplacement en milieu hospitalier*

Le CHU Grenoble Alpes en quelques chiffres :

- 2 100 lits et places
- 200 000 hospitalisations par an
- + 11 000 personnes employées

La voiture particulière reste le moyen d'accès incontournable et privilégié tant pour les patients (praticité d'un déplacement quasiment « porte à porte » pour des personnes fragiles dont la motricité est souvent défaillante) que pour les soignants (horaires incompatibles avec l'usage d'autres modes de transports – prise de service à 7h00 le matin et fin de service vers 21h30).

Cette préférence modale provoque des problèmes de saturation intrinsèque au site (sans même considérer la pratique de « parking-relais »), en particulier lors des périodes de recouvrement des services (transmission entre l'équipe de matin et celle de l'après-midi entre 13h30 et 14h).

Un centre hospitalier fonctionne en continue (24h/24 et 7j/7) et en moyenne 20% du personnel soignant travail la nuit, tandis que 60% disposent d'horaires de travail variables avec une alternance entre matinée et après-midi. Leur début ou fin de service correspondent donc aux périodes où le réseau routier est peu saturé et l'offre de transports en commun moindre.

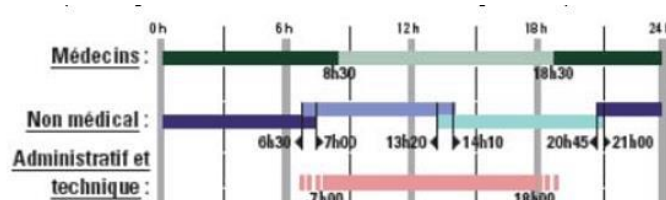


Figure 1 : Exemple de grille horaire en fonction de la catégorie de personnel (extrait de l'étude « Centres hospitaliers et déplacements » de l'Institut d'aménagement et d'urbanisme d'Ile de France)

De plus, la durée des périodes de transmission d'informations et de consignes lors de la rotation des équipes peut considérablement varier selon l'activité du jour. Certaines relèves durent davantage et

les horaires de départ du personnel peuvent être décalés pouvant faire manquer le passage d'un bus ou une correspondance et occasionnant une attente peu appréciable (d'autant plus la nuit en période hivernale). En effet, le personnel soignant essentiellement féminin (à plus de 70%) reste sensible au sentiment d'insécurité dans les transports le soir favorisant le recours systématique à la voiture particulière.

La variabilité et l'incertitude des horaires expliquent également la difficulté à promouvoir l'usage du covoiturage.

L'organisation du système de soins qui tend au développement des hospitalisations de jour et au renforcement des prises en charge au niveau des hôpitaux de référence comme le CHUGA pour le bassin de santé de Grenoble et le sillon alpin (Isère, Savoie et Haute-Savoie), a notamment pour conséquence l'accroissement des déplacements vers le CHUGA.

Une partie du personnel médical exerce à la fois à temps partiel à l'hôpital et dans un cabinet médical libéral, ou encore dans plusieurs établissements hospitaliers. L'accroissement du nombre de médecins à temps partiel progresse et engendre une augmentation des déplacements professionnels, également incompatibles avec l'offre des transports en commun ou la pratique du covoiturage.

A l'effectif des usagers professionnels, il faut ajouter :

- Le personnel des services externalisés
- Les visiteurs professionnels
- Les livreurs de biens et marchandises

En tant qu'acteur de santé public, le CHUGA est particulièrement sensible aux problématiques environnementales et sanitaires liées à la circulation automobile, d'autant plus que l'agglomération grenobloise est régulièrement sujette à d'importants pics de pollution. L'établissement s'est d'ailleurs engagé dès 2010 dans le Plan Air Energie Climat de l'agglomération et suit régulièrement ses émissions carbone avec la mise à jour de son Bilan Carbone® tous les 3 ans. Afin de réduire l'impact du aux déplacements de son personnel, il a relancé son plan de Mobilité avec la mise en place d'un certain nombre de mesures visant à promouvoir les modes de transport alternatifs à la voiture particulière.

Cet afflux reste cependant d'autant plus problématique qu'il se concentre dans un environnement contraint géographiquement. Le CHUGA est situé à l'entrée de l'agglomération pour les habitants de la Chartreuse et de la vallée du Grésivaudan. Il est encadré par les deux ponts qui permettent de traverser l'Isère pour rejoindre Grenoble.

Cette augmentation significative de l'activité entraîne également de nouveaux besoins immobiliers dont les emprises foncières vont fortement impactés les zones réservées jusqu'à présent au stationnement.

1.2 – Forme du contrat

Il s'agit d'un marché ordinaire ne comprenant qu'un lot unique.

Article 2 – Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces contractuelles du marché public sont listées ci-dessous. En cas de contradiction entre leurs stipulations, elles prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes éventuelles ;
 - L'annexe financière ;
 - La décomposition du temps prévisionnel d'intervention pour l'ensemble de la mission ;
- Le présent cahier des clauses particulières (CCP) et ses annexes ;
 - Annexe 1 : Guide du RGPD de la CNIL ;
 - Annexe 2 : Tomes 1 à 5 du programme du parking silo de 800 places;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG-PI) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le cas échéant, les réponses aux questions lors de la consultation ;
- Les dispositions de l'offre du titulaire qui n'entraînent pas de contradiction avec les pièces du contrat (dont le planning d'exécution).
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du présent contrat.
- Les normes françaises homologuées et celles applicables en France en vertu des accords-internationaux, y compris le Règlement européen sur la protection des données (RGPD) du 25 mai 2018.

Dans la mesure où une nouvelle réglementation interviendrait en cours d'exécution du contrat, celle-ci se verrait directement appliquée au présent contrat dès sa promulgation. Le titulaire doit donc apporter toutes les garanties de sa capacité à se mettre en conformité avec toute évolution sans modification du coût du marché public.

Les prescriptions définies au présent contrat annulent tout effet des clauses, conditions générales de ventes et conditions particulières techniques ou commerciales que le titulaire inclurait dans ses devis, notes écrites, offre technique. Seules les dispositions du code de la commande publique et les documents énoncés ci-avant sont applicables.

Il appartient au titulaire de signaler avant la signature du marché public les omissions, les imprécisions ou les contradictions qu'il aurait pu relever dans les documents fournis et demander les éclaircissements nécessaires. Par conséquent, le titulaire ne peut se prévaloir d'aucune erreur ou omission susceptible d'être relevée dans les pièces du contrat pour refuser l'exécution des prestations, justifier un mauvais fonctionnement ou prétendre à une augmentation.

Les pièces constitutives du marché public conservées dans les archives du pouvoir adjudicateur font seules foi.

Article 3 – Durée et délai d'exécution

3.1 – Durée du marché public

Le marché public court à compter de sa date de notification et s'achève à la date de notification du contrat de concession.

3.2 – Délai d'exécution

Les délais d'exécution sont détaillés dans le planning remis par le titulaire dans son offre ; lesdits délais respectent les dates butoirs indiquées à l'article 9 du présent CCP.

En cas de non-respect des délais maximums, le titulaire s'expose à l'application des pénalités mentionnées au présent CCP.

3.3 – Prolongation des délais

Conformément à l'article 13.3 du CCAG-PI, en cas d'impossibilité d'exécuter dans les délais convenus, le titulaire doit avertir le pouvoir adjudicateur au plus tôt.

Si la prolongation est compatible avec les impératifs du pouvoir adjudicateur, ce délai peut être accepté.

Toutefois, si les impératifs du pouvoir adjudicateur ne lui permettent pas d'attendre compte tenu de la nature urgente de la prestation, il est en mesure d'appliquer des pénalités conformément à l'article 11 du présent CCP. Par ailleurs, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter la prestation aux frais et risques du titulaire.

Aucune demande de prolongation de délai ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel, éventuellement déjà prolongé.

Article 4 – Prix

4.1 – Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par application du prix global et forfaitaire pour chaque phase du contrat selon les stipulations de l'annexe financière.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents à l'assurance ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires. Ils prennent en compte également le respect des données personnelles conformément au Règlement européen sur la protection des données (RGPD) du 25 mai 2018.

Il est fait application des taux de TVA en vigueur au jour de l'exécution des prestations, sauf dispositions réglementaires contraires.

4.2- Modalité de variation des prix

Par dérogation à l'article 10.2.4 du CCAG-PI, les prix du marché public sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de réception des plis (janvier 2025) ; ce mois est

appelé « mois zéro ». Cependant, si la procédure de passation a donné lieu à une négociation, la date à prendre en compte est le mois limite de remise de l'offre négociée.

Les prix sont fermes la première année d'exécution du contrat. Ils sont ensuite révisables à chaque date anniversaire du contrat pour la nouvelle période d'exécution, selon la formule suivante :

$C_n = 0.10 + 0.90 (ING_n / ING_0)$

Dans laquelle :

- ING_n = valeur de l'indice au mois n ;
- ING_0 = valeur de l'indice au mois zéro ;
- M_0 = mois zéro correspond au mois de janvier 2025 ;
- M_n = mois n retenu pour chaque révision sera 4 mois précédant la date anniversaire du contrat (et donc la date de la nouvelle période d'exécution).

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Les coefficients sont arrondis au millième supérieur le cas échéant.

L'index de référence, publiés au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index ING « Index divers dans la construction – Ingénierie – Base 2010 ».

La révision des prix se fait à la hausse comme à la baisse.

4.3- Clauses de réexamen

4.3.1- Circonstances imprévisibles

En cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge partielle des surcoûts directement induits par cette circonstance et dans la limite de 75% du surcoût subi par dérogation à l'article 25 du CCAG-PI, sur la base de justificatifs fournis par le titulaire. Il est tenu compte, notamment :

- Des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations.
- Des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du contrat

En effet, le titulaire doit pouvoir justifier, d'une part, son prix de revient et sa marge bénéficiaire au moment où il a remis son offre et, d'autre part, ses sommes déboursées au cours de l'exécution du marché.

Par dérogation à l'article 25 du CCAG-PI, aucune constatation contradictoire pour permettre au pouvoir adjudicateur d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre ne sera mise en place.

Par ailleurs, les surcoûts pris en charge par le pouvoir adjudicateur ne pourront pas faire l'objet d'une avance.

4.3.2- Changement affectant le titulaire en cours d'exécution

Le titulaire s'engage à informer l'établissement support de tout changement affectant :

- La personne ayant qualité pour le représenter (article 2 de l'acte d'engagement) ;
- La forme de l'entreprise ;
- La raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination ;
- Son adresse ou son siège social ;
- La cession d'une ou de différentes activités ;
- L'acquisition d'une nouvelle activité ;
- Ses coordonnées bancaires ;
- Toute autre modification ayant un impact sur l'exécution du marché public.

Et lui fait parvenir, le cas échéant, leur numéro SIREN, une photocopie de l'extrait du journal des annonces légales et un RIB.

Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation et se font sans modification des conditions du marché public.

4.3.3- Intégration de prestations modificatives ou supplémentaires

En complément de l'article 23 du CCAG-PI, peuvent **notamment** être entendues comme prestations supplémentaires ou modificatives :

- des prestations d'études complémentaires nécessaires à la validation du projet par les instances décisionnelles du CHUGA.
- des prestations d'études supplémentaires pour un projet de réalisation d'un parking silo proche de l'HCE.
- des prestations d'études supplémentaires induites par le schéma directeur immobilier impactant le périmètre de la concession.

Cette clause pourra être mise en œuvre par le maître d'ouvrage pendant toute la durée du contrat et sera formalisée par voie d'avenant précisant le cas échéant les prix complémentaires proposés par le titulaire si ce dernier ne comporte pas d'indication dans l'annexe financière.

Article 5 – Garanties financières

Aucune garantie financière ne sera appliquée.

Article 6 – Avances

6.1 – Conditions de versement et de remboursement

En application des articles R.2191-3 à R.2191-19 du Code de la Commande publique et dérogation à l'article 11.1 du CCAG-PI, une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € H.T. et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Les taux de l'avance sont fixés comme suit :

- Lorsque le titulaire est une petite ou moyenne entreprise au sens du Code de la Commande publique, le taux de l'avance mentionnée à l'article R.2191-10 est fixé à 20 % du montant de la commande.
- Lorsque le titulaire n'entre pas dans la catégorie des petites ou moyennes entreprises au sens du Code de la Commande publique, le taux de l'avance est fixé à 5 % du montant de la commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois.
- Lorsque le titulaire n'entre pas dans la catégorie des petites ou moyennes entreprises au sens du Code de la Commande publique et que la durée d'exécution du marché public est supérieure à douze mois, le taux de l'avance est fixé à 5 % du montant de la commande, divisé par cette durée exprimée en mois.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65 % du montant de la commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

6.2 – Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

Article 7 – Modalités de règlement des comptes

7.1 – Acomptes

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-PI.

7.2 – Présentation des demandes de paiement

Prestation	Exigibilité paiement
Phase identifiée à l'article 1.2 du CCAP	100% à l'approbation de chaque phase et des livrables attendus

Il n'est pas défini de paiement intermédiaire.

Les demandes de paiement devront être dématérialisées aux termes du décret n°2019-748 du 18 juillet 2019. Les demandes de paiement ne pourront pas parvenir avant l'exécution de la prestation ou du service (service fait). Les demandes de paiement seront présentées selon les conditions prévues à l'article 11.3 du CCAG-PI et à l'article D.2192- 1 et suivants du Code de la commande publique. A ce titre, elles devront notamment porter les indications suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;

- Le numéro du bon de commande, le cas échéant ;
- Le numéro du contrat ;
- Le numéro de l'ordre de service ;
- La désignation du payeur avec l'indicateur du code d'identification du service chargé du paiement ;
- La date d'exécution des prestations ;
- La quantité et la dénomination précise des prestations livrées ;
- La décomposition des prix forfaitaires et ou le cas échéant en cas de modification du contrat le prix définit hors taxes ;
- Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables et directement liés à l'exécution du contrat ;
- L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- Le numéro du code service : DST_Travaux (cf. en haut à gauche de l'OS).

7.3 – Facturation électronique

Le titulaire est tenu de transmettre les demandes de paiement sous forme électronique conformément à l'article 11.8 du CCAG-PI. Dans le cadre des marchés publics, l'usage de la facturation électronique est devenu obligatoire depuis le 1er janvier 2020. A ce titre, l'Etat les collectivités territoriales et les établissements publics sont tenus d'accepter les factures électroniques.

Pour cela, l'agence pour l'Informatique financière de l'Etat (AIFE) a proposé une solution technique mutualisée et gratuite aux entreprises, aux collectivités locales et établissements publics, intitulée **Chorus Pro**. Elle permet le dépôt, la réception, la transmission des factures électroniques et leur suivi, et sera mise gratuitement à la disposition des fournisseurs.

>> *Présentation de la solution Chorus Pro (colloque de l'AIFE) - 08/04/2015 :* <https://www.economie.gouv.fr/files/ra-aife-2015.pdf>

>> *En savoir plus sur l'ouverture de Chorus Pro :* <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/commentouvrir-un-espace/>

Le site Communauté Chorus Pro. (<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>) permet de trouver toutes les informations utiles pour comprendre le fonctionnement de Chorus Pro et choisir le mode de raccordement ou d'utilisation qui conviendra le mieux à votre entreprise.

7.4 – Délai global de paiement

Les sommes dues au titulaire seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de

refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Remarque : Par dérogation à l'article 11.6 du CCAG-PI, en cas d'erreur dans la facturation, le délai de paiement est systématiquement suspendu. Les factures erronées sont rejetées et retournées au titulaire pour correction via le logiciel CHORUS PRO, elles sont accompagnées du motif du refus de mandater du pouvoir adjudicateur (absence de service fait ou partiellement fait, absence de pièces justificatives probantes). Le titulaire doit obligatoirement retourner au service concerné, suivant la même procédure, de nouvelles factures corrigées suivant les observations du pouvoir adjudicateur ou faire parvenir par écrit ses objections aux corrections.

7.5 – Paiement des cotraitants

Conformément à l'article 12.1 du CCAG-PI, en cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. Quant au groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom de membres du groupement ou du mandataire.

Quelle que soit la forme du groupement, le mandataire est seul habilité à présenter au pouvoir adjudicateur la demande de paiement.

Les autres dispositions de l'article 12.1 du CCAG-PI s'appliquent au présent contrat.

7.6 - Paiement des sous-traitant

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du maître d'ouvrage, sous forme dématérialisée sur CHORUS conformément aux dispositions susvisées.

Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et à l'établissement membre concerné. Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement à l'établissement membre concerné accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé. L'établissement membre concerné adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement. Ce délai court à compter de la réception par l'établissement membre concerné de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par l'établissement de l'avis postal mentionné ci-dessus. L'établissement membre concerné informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

Rappel : Le pouvoir adjudicateur doit agréer chaque sous-traitant via le formulaire DC4.

Tant que ce dernier n'a pas été agréé il ne pourra intervenir sur le site.

Le non-respect de cette disposition entrainera la mise en œuvre des pénalités prévues au présent CCAP et pourra entrainer la résiliation pour faute du titulaire avec une possible exécution aux frais et risques du titulaire.

NB : L'autoliquidation est proscrite pour ces prestations intellectuelles.

Article 8 – Obligations générales du titulaire

8.1 – Obligations générales

Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail :

Le titulaire, ou chaque cotraitant en cas de groupement, est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

En application du Code du travail, avant la notification du contrat puis tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, le titulaire doit remettre au pouvoir adjudicateur les documents mentionnés aux articles :

- D.8222-5 (URSSAF, ...),
- D.8222-7 pour les entreprises établies à l'étranger,
- Le cas échéant, D.8254-2 (liste nominative des travailleurs étrangers employés),
- Le cas échéant, R.1263-12 (accusé de réception de la déclaration de détachement, attestation sur l'honneur d'acquiescement des amendes liées aux salariés détachés).

Ainsi, afin de respecter ses obligations en matière de réglementation du travail, le titulaire s'engage, par la signature du présent contrat, à utiliser les services de la société HIVEO (HIVEO – RCS Lyon 527 737 738 –

www.hiveo.fr) pour la diffusion des documents administratifs tiers exigés dans le cadre du présent contrat et à en autoriser l'accès au CHU Grenoble Alpes établissement support du GHT Alpe Dauphiné et HIVEO. Cette plateforme est entièrement gratuite pour le titulaire.

A l'attribution du contrat, le titulaire devra créer un compte gratuit sur HIVEO et pouvoir en apporter la preuve à l'établissement support sur simple demande. Le compte devra être maintenu actif pendant toute la durée du présent contrat.

Le titulaire s'engage à répondre dans les 7 jours ouvrables à toute demande de transmission de documents administratifs par HIVEO et/ ou par le CHU Grenoble Alpes pendant toute la durée du contrat.

Dans le cas où les documents réclamés ne seraient pas transmis dans les délais, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'interdire la poursuite du contrat en attendant qu'il ait fait diligence. Si le titulaire ne répond pas dans le délai imparti, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le contrat dans les conditions prévues dans ce dernier.

Le titulaire s'engage sur l'honneur à la sincérité et à l'exhaustivité dans les éléments et documents transmis à HIVEO.

Nota Bene : Si le titulaire est déjà abonné à la plateforme « Attestation Légale », son dossier sera automatiquement synchronisé sur la solution « HIVEO ». Le titulaire s'engage à maintenir son abonnement actif sur « Attestation Légale » pendant toute la durée du présent contrat.

Par ailleurs, en vue de la lutte contre le travail dissimulé, dans le cas où le pouvoir adjudicateur est informé par un agent de l'inspection du travail que le titulaire du contrat ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, le pouvoir adjudicateur met alors en demeure l'entreprise de faire cesser sans délai cette situation. Le titulaire, ainsi mis en demeure, apporte au pouvoir adjudicateur, dans un délai de deux mois, la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle. A défaut, le contrat peut être résilié sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers :

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au contrat sont rédigées en français.

Si l'opérateur économique est établi à l'étranger sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA :

- L'opérateur économique étranger implanté dans un état de l'Union Européenne doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le pouvoir adjudicateur de chaque établissement membre du GHT concerné par le présent contrat et mentionner les dispositions du Code général des impôts justifiant que la taxe n'est pas collectée par l'opérateur économique ;
- L'opérateur économique étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions du Code Général des Impôts, s'il en est redevable en application du code général des impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi à l'opérateur économique à l'égard de ses sous-traitants étrangers payés directement par le pouvoir adjudicateur de chaque établissement membre du GHT concerné par le présent contrat.

La monnaie de compte du marché public est l'euro. Le prix, libellé en euro, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues aux articles L 2193-4 et suivants du Code de la commande publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché public N° du ayant pour objet

Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance.

Les demandes de paiement sont libellées en euro et soumises aux modalités de visées par le présent CCAP.

Leur prix reste inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché public sont rédigées en français ».

Désignation de sous-traitants :

Attention, la sous-traitance est proscrite en matière de fourniture mais autorisée uniquement pour les prestations de services et de travaux de pose ou d'installation.

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché public, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants et de l'agrément de leurs conditions de paiement par le pouvoir adjudicateur.

En cas de désignation de sous-traitants en cours d'exécution du marché public, l'acceptation du ou des sous-traitants ainsi que l'agrément de leurs conditions de paiement ainsi que la durée par le pouvoir adjudicateur se fait dans les conditions décrites aux articles R 2193-1 à 9 du Code de la Commande Publique.

Les conditions d'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du CCAG-PI.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, doit indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle doit également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place de l'opérateur économique titulaire, sauf lorsque le montant est inférieur à 600 Euros T.T.C.

La sous-traitance ne peut être que partielle. Toute sous-traitance non-déclarée et non-agrée par le pouvoir adjudicateur constitue l'une des causes de résiliation de plein droit.

L'acte spécial précise tous les éléments des articles R 2193-1 à 9 du Code de la Commande Publique et indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- La personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances, Le comptable assignataire des paiements,
- Le compte à créditer.

Conformément à l'arrêté n°ECOM2235715A du 22/12/2022, il devra être renseigné dans les déclarations de sous-traitance, la durée du contrat de sous-traitance en nombre de mois.

Réglementation et comportement :

Le titulaire est responsable de son personnel, qui doit se conformer à tous les règlements généraux et particuliers applicables (code du travail, hygiène, sécurité incendie, règlement intérieur de l'établissement, etc.).

Le personnel du titulaire fait preuve d'un comportement exempt de tout reproche à l'égard des usagers, des tiers etc. Le personnel de l'entreprise présent dans l'hôpital doit obligatoirement porter de façon visible un dispositif d'identification indiquant de façon claire la raison sociale de l'entreprise

et le nom de la personne. Toute personne en infraction avec cette règle peut être reconduite hors du site.

8.2- Devoir de conseil

Le titulaire reconnaît être tenu à une obligation de conseil, de mise en garde et de recommandations en termes de sécurité et de mise à l'état de l'art.

8.3- Confidentialité

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur sont tenus de prendre toutes les mesures nécessaires afin d'éviter que des informations, des documents ou éléments de toute nature reçus à l'occasion de l'exécution du contrat présentant un caractère confidentiel, ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

La notion d'information confidentielle désigne toute information de quelque nature (y compris la méthodologie, la documentation, les informations ou le savoir-faire), sous quelque forme que ce soit (y compris sous forme écrite, orale, magnétique ou électronique), sur tout support dont le pouvoir adjudicateur est propriétaire ou titulaire, et qui est communiquée au titulaire, ou obtenue de toute autre façon par ce dernier dans le cadre de ses relations avec le pouvoir adjudicateur.

En cas de violation des obligations mentionnées ci-dessus, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le contrat peut être résilié aux torts du titulaire.

8.4- Protection des données à caractère personnelle

En cas de traitement de données à caractère personnel et dans le cadre de leurs relations contractuelles, les Parties s'engagent à respecter la réglementation applicable en matière de traitement des données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (RGPD).

A cet effet, le titulaire met en œuvre toutes les mesures techniques et organisationnelles adaptées à l'état des connaissances, au contexte, aux finalités du traitement et aux risques afin de protéger les Données et prendra toutes les précautions nécessaires pour préserver la sécurité, la disponibilité, la confidentialité et l'intégrité de ces Données, notamment contre la destruction accidentelle ou illicite, la perte accidentelle, l'altération, la diffusion ou l'accès non autorisés.

Le titulaire communique au CHU Grenoble Alpes l'ensemble des mesures prises pour garantir la sécurité des Données.

Par ailleurs, le titulaire s'engage, entre autres, à :

- Indiquer le type de données personnelles traitées et s'assurer que seules les données strictement nécessaires à la réalisation des prestations objet du présent marché sont traitées ;
- Traiter les données nécessaires uniquement à la réalisation des prestations objet du présent marché et conformément aux instructions du CHU Grenoble Alpes. Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du RGPD ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement le CHU Grenoble Alpes ;

- Informer le CHU Grenoble Alpes s'il est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis ;
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché ;
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché s'engagent à respecter elle-même la confidentialité et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
- Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut ;
- En cas de sous-traitance ultérieure, informer préalablement le CHU Grenoble Alpes de toute volonté d'ajout ou de remplacement de sous-traitants. Cette information doit indiquer les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant. Le CHU Grenoble Alpes dispose d'un délai maximum de vingt-et-un jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses observations. La sous-traitance ne peut être effectuée que si le CHU Grenoble Alpes n'a pas émis d'objection pendant ce délai. Il appartient alors au titulaire de s'assurer que le sous-traitant respecte les obligations du présent marché et présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences de la réglementation sur la protection des données. Le titulaire reste pleinement responsable devant le CHU Grenoble Alpes de l'exécution par le sous-traitant qu'il aura désigné de ses obligations ;
- Tenir par écrit un registre des traitements de données à caractère personnel effectués pour le compte du CHU Grenoble Alpes ;
- Le cas échéant, aider le CHU Grenoble Alpes pour la réalisation d'analyses d'impact relatives à la protection des données et pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle ;
- Communiquer au CHU Grenoble Alpes le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du RGPD, et de son responsable de la sécurité des systèmes d'information ;
- Indiquer au CHU Grenoble Alpes si le traitement fait l'objet d'un transfert de données hors de l'Union Européenne. Le cas échéant, apporter les éléments de preuve exigés par le RGPD, notamment la signature des clauses contractuelles types de la commission européenne concernant un transfert de données dans un pays ne remplissant pas les garanties adéquates. Le titulaire doit fournir le nom et les coordonnées directes du DPO ou Référent à la Protection des Données à Caractère Personnel ;
- Informer le CHU Grenoble Alpes en cas de violation des données personnelles, par mail à l'adresse protection-donnees@chu-grenoble.fr, dans un délai maximum de 48h après en avoir eu connaissance.

8.5- Droits de propriété intellectuelle

Il est fait application des dispositions du chapitre 6 relatif à l'utilisation des résultats du CCAG-PI. Il est prévu une cession à titre exclusif des résultats. Toutefois, si le titulaire souhaite exploiter de manière

commerciale les résultats, il pourra en faire la demande au pouvoir adjudicateur qui se réserve le droit d'accepter ou de refuser ladite exploitation.

Article 9 – Conditions d'exécution des prestations

Les équipes affectées par le titulaire à la réalisation du marché sont celles qui ont été identifiées et désignées par le titulaire dans son mémoire. Toutefois le conducteur d'études désigné peut exiger à tout moment le remplacement d'un membre de l'équipe (même grade et fonction) affectée à l'exécution de la mission. Ce remplacement ne peut pas entraîner une modification du calendrier et des conditions technique et financières d'exécution du marché. Dans le cadre de l'inaction du titulaire le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché aux termes de l'article 39 du CCAG-PI.

9.1 – Déroulement de la mission

- **Phase 1 :**
 - Objectifs du titulaire : réaliser un audit de la réglementation et un projet de bilan d'exploitation avec le futur périmètre de la concession envisagé.
 - Livrables attendus : audit et bilan d'exploitation incluant :
 - les investissements nécessaires à la mise en conformité du parking souterrain Michallon
 - l'évaluation des prestations nécessaires à l'exploitation du futur parking SILO intégrant notamment une réflexion sur la sécurité du personnel utilisateur de l'ouvrage
 - l'intégration éventuelle du site Sud dans le périmètre de la nouvelle concession
 - Délais de remise des livrables : 30 jours à compter de la notification du contrat.
- **Phase 2 :**
 - Objectifs du titulaire : Notification du contrat de concession
 - Livrables attendus : Rendu des pièces contractuelles du contrat de concession et des autres documents du dossier de consultation
Rendu du rapport d'analyse des candidatures et des offres (le cas échéant des offres négociées).
Compte rendu des séances de négociation, le cas échéant.
 - Délais de remise des livrables : Le dossier de consultation de la concession devra être transmis en version finale le 15 mai 2025 maximum.
Le rapport d'analyse des candidatures devra être rendu en version finale 7 jours ouvrés suivant la date de remise des candidatures.
Les rapports d'analyse des offres devront être rendus dans les 15 jours calendaires suivants la date de remise de l'offre ou de l'offre négociée.
 - **Date maximum de réalisation de la phase 2 : La concession devra être notifiée en novembre 2025.**

Afin d'optimiser le planning, les missions de la phase 1 et de la phase 2 pourront être réalisées simultanément par le titulaire.

9.2 – Présentation des livrables

Le titulaire transmet les livrables définis ci-dessus, conformément aux délais indiqués.

Le pouvoir adjudicateur fait part au titulaire de son accord ou de son désaccord par tous moyens (avec date certaine de réception) sur la qualité du rendu et au vu des échanges entre le titulaire et lui.

Si le pouvoir adjudicateur considère que les études menées ne correspondent pas aux besoins définis au présent marché public, le titulaire doit reprendre les études sans exiger de coûts supplémentaires.

Les livrables pourront être communiqués par le pouvoir adjudicateur à l'ensemble des interlocuteurs qui lui semblent nécessaire au bon déroulement des projets dans leur globalité. Le titulaire ne peut s'opposer à la communication de ses résultats.

Format et support des livrables :

- Les livrables sont remis de façon dématérialisée par tout moyen de transmission permettant d'en attester la date de remise. Le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'accordent sur les formats informatiques. A défaut, le titulaire fournit ses prestations sous formats génériques lisibles sans nécessiter l'acquisition de logiciels spécifiques, ou en fournissant à l'appui de ses prestations les logiciels de lecture adaptés, sans limitation de droits ni de durée.

9.3 – Réunions

Pour l'exécution de sa mission, le titulaire est tenu d'assister à toutes les réunions de travail (en présentiel ou en distanciel), organisées par le CHUGA, dès lors que des questions lui permettant de recueillir les éléments nécessaires à l'exécution de sa mission dans les délais impartis, y sont abordées. Il a lui-même, l'initiative de certaines réunions chaque fois qu'il le juge utile.

Une visite des sites par le titulaire sera obligatoire pour la bonne réalisation de l'audit et du bilan d'exploitation.

9.4 – Arrêt de l'exécution des prestations

En application de l'article 22 du CCAG-PI le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet du contrat, à l'issue de chaque phase définie au présent CCP.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations émane du pouvoir discrétionnaire du pouvoir adjudicateur et de ses prérogatives de puissance publique. Celle-ci ne donne lieu à aucune indemnité.

De facto, l'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché, conformément aux stipulations de l'article 38.3 du CCAG-PI (sous réserve de l'application du dernier alinéa du présent article).

La décision d'arrêt d'exécution des prestations doit être notifiée par voie électronique, via la plateforme de dématérialisation du pouvoir adjudicateur ou par lettre recommandée avec accusé réception.

Il est précisé que l'arrêt d'exécution de la mission, entraîne la réalisation d'un constat contradictoire des prestations réellement réalisées par le titulaire.

Ce constat donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal qui sert de base à la liquidation des comptes. Le titulaire étant rémunéré de la part de la mission réellement accomplie et livrée conformément aux dispositions du CCP.

Par dérogation à l'article 22 du CCAG-PI, dans le cas où l'arrêt de l'exécution de la prestation au terme d'une phase est temporaire, il n'entraîne pas la résiliation du marché. Dans les autres cas, l'arrêt emporte résiliation du marché. La décision prise précise si l'arrêt est temporaire ou définitif.

Article 10 - Constatation de l'exécution des prestations

10.1 – Vérifications – Réception des documents

Lors de l'exécution des prestations, le pouvoir adjudicateur effectue les opérations de vérifications conformément aux dispositions de l'article 28 du CCAG-PI. Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG-PI, les délais de vérification du pouvoir adjudicateur sont fixés à deux semaines. Ce délai court à compter de la date de remise des prestations au pouvoir adjudicateur par le titulaire.

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG-PI, le pouvoir adjudicateur n'est pas tenu d'informer le titulaire du jour et de l'heure fixée pour les vérifications.

10.2 – Achèvement de chacune des phases

L'achèvement des phases fait l'objet d'une validation expresse du pouvoir adjudicateur établi par tout moyen écrit. L'absence de décision dans le délai mentionné ci-dessus ne vaut pas acceptation tacite des prestations.

L'admission ne dégage pas l'opérateur économique de sa responsabilité éventuelle.

Article 11 – Garantie des prestations

Sans objet.

Article 12 – Pénalités

Les pénalités énoncées ci-dessous sont appliquées par jour calendaire et sont cumulatives. Elles pourront être cumulées et facturées en fin d'année.

12.1 – Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-PI, les pénalités de retard sont plafonnées à 20% du montant total hors taxes du marché. Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités inférieures à 1 000 euros pour l'ensemble du marché.

Thème	Montant de la pénalité
Retard de remise des livrables	500 euros par jour calendaire de retard à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution a expiré

Non-présence à une réunion non justifiée*	200 euros par réunion en cas d'absence
--	--

**Est considérée comme une absence la représentation par une personne, qui ne possède pas les compétences requises et le pouvoir d'engager le titulaire, ou insuffisamment informée de l'état d'exécution de la mission.*

Le compte rendu des réunions fait état des dites absences.

12.2- Pénalité pour absence de déclaration de sous-traitant

Si le titulaire n'a pas transmis les documents relatifs à la sous-traitance avant l'intervention de celui-ci, il est appliqué une pénalité égale à 50 € par jour calendaire de retard, après mise en demeure de l'établissement membre du GHT Alpes-Dauphiné en ce qui le concerne, non-suivie d'effet.

Le montant de cette pénalité ne peut toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

12.3- Pénalité pour travail dissimulé

Si l'opérateur économique titulaire du marché public ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10 % du montant maximum annuel du contrat.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé

12.4 – Exécution aux frais et risques

Dans l'hypothèse où le titulaire se voit dans l'impossibilité de livrer tout ou partie de la prestation dans les délais et conditions prévus au contrat, par dérogation à l'article 27 du CCAG-PI, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de s'adresser à un autre opérateur économique, aux frais et risques du titulaire défaillant sans résilier le marché public et sans mise en demeure de ce dernier et de lui en faire supporter l'éventuel surcoût.

S'il n'est pas possible pour le pouvoir adjudicateur de se procurer, dans les conditions qui lui conviennent, des prestations conformes à celles dont l'exécution est prévue au contrat, il peut y substituer des prestations jugées équivalentes. Le pouvoir adjudicateur pourra également choisir de se substituer de plein droit au titulaire défaillant. Il doit cependant fournir toutes les informations recueillies et les moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché public initial et qui seraient nécessaires à l'exécution du marché de substitution.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du marché public, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à sa charge. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

Article 13 – Assurances

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché public et avant tout commencement d'exécution, le titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier qu'il est

couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code Civil.

Il doit donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

A tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Article 14 – Résiliation du contrat

14.1 – Conditions de résiliation du marché public

Les conditions de résiliation du contrat sont définies aux articles 36 à 42 du CCAG-PI.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra pas d'indemnité.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-3 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article R.2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

14.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par l'opérateur économique titulaire du contrat. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché public.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché public. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée à l'opérateur économique titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du contrat est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou de l'opérateur économique titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché public, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour l'opérateur économique titulaire, à aucune indemnité.

Par application de l'article L2195-4 du CCP modifié par la loi n°2020-1525 dite loi ASAP, il ne pourra pas être procédé à la résiliation unilatérale du marché au seul motif que le titulaire est admis à une procédure de redressement judiciaire conformément à l'article L.631-1 du code de commerce, sous réserve des hypothèses de résiliation de plein droit prévues au III de l'article L.622-13 du code de commerce.

Article 15 – Règlement des litiges et langues

En aucun cas pour quelque motif que ce soit, les contestations, qui pourraient survenir entre le pouvoir adjudicateur et l'opérateur économique titulaire, ne peuvent être invoquées par ces derniers comme cause d'arrêt ou de suspension, même momentanée, des prestations à effectuer.

Les parties s'efforcent de régler par voie amiable les différends qui pourraient survenir lors de l'exécution du marché public ou relatif à l'interprétation des stipulations du contrat.

Au sens du présent article, l'apparition du différend résulte :

- Soit d'une prise de position écrite, explicite et non équivoque émanant du pouvoir adjudicateur et faisant apparaître le désaccord ;
- Soit du silence gardé par le pouvoir adjudicateur à la suite d'une mise en demeure adressée par le titulaire l'invitant à prendre position sur le désaccord dans un délai minimum de quinze jours ;
- Soit de l'absence de notification du décompte de résiliation deux mois après la date d'effet de la résiliation du contrat.

Tout différend entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire en réclamation exposant précisément les motifs de ce différend et indiquant, le cas échéant, pour chaque chef de contestation, le montant des sommes réclamées et leur justification.

Ce mémoire doit être communiqué au pouvoir adjudicateur dans le délai de deux mois courant à compter du jour où le différend est apparu. Le délai de communication du mémoire en réclamation est prescrit à peine de forclusion.

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de deux mois courant à compter de la réception du mémoire en réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

L'instance chargée de ce règlement amiable est la CCIRA de Lyon domiciliée au :

DREETS Auvergne Rhône Alpes
Tour Swiss Life
1 Boulevard Vivier Merle,
69443 Lyon Cedex 03

Lorsque le pouvoir adjudicateur et le titulaire ne parviennent pas à régler leur différend à l'issue de la procédure décrite ci-dessus, ils privilégient le recours à un comité consultatif de règlement à l'amiable, à la conciliation, à la médiation, notamment auprès du médiateur des entreprises, ou à l'arbitrage, dans les hypothèses et les conditions prévues par le code de la commande publique. En cas de litige le

différend entre l'opérateur économique titulaire et le pouvoir adjudicateur se règle par la saisine du Tribunal administratif de Grenoble, seul compétent.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

Article 16 – Développement durable

Le CHU Grenoble-Alpes est engagé dans des démarches de promotion du développement durable. L'établissement a marqué son engagement en signant la charte d'engagement des partenaires du Plan Air Energie Climat de l'agglomération grenobloise.

Le Plan Air Énergie Climat est une démarche volontaire pour répondre aux enjeux globaux de l'énergie et du climat, et à l'enjeu local de l'amélioration de la qualité de l'air, avec des ambitions affirmées et partagées par les acteurs du territoire.

Le Plan Air Énergie Climat se fixe les objectifs suivants, aux horizons 2030 et 2050 à l'horizon 2050 :

- À l'horizon 2030 :

- Diminuer de 50% les émissions de gaz à effet de serre.
- Diminuer de 40% les consommations d'énergie par habitant.
- Atteindre une production d'énergie renouvelable sur le territoire de 30% par rapport à la consommation énergétique totale.

- À l'horizon 2050 :

- Atteindre le facteur 4 pour les émissions de gaz à effet de serre, soit une division par 4 des émissions.
- Diviser par 2 les consommations d'énergie.

	Emissions GES	Consommation d'énergie/ habitant	Production d'énergie renouvelable (part de la production locale dans la consommation du territoire)	Emissions PM10	Emissions NOx
A l'horizon 2030	-50%	-40%	30%		
A l'horizon 2040		-50%			
A l'horizon 2050	-75%	-60%			

LES OBJECTIFS :

Pour atteindre ces objectifs, Le Plan Air Énergie Climat est structuré autour de 6 axes d'action :

Axe 1 : aménager le territoire pour consommer moins et s'adapter au changement climatique.

Axe 2 : diminuer la dépendance de l'habitat aux énergies fossiles en améliorant la qualité thermique des logements.

Axe 3 : se déplacer plus sobrement en préservant la qualité de l'air.

Axe 4 : consommer et produire localement en limitant l'impact sur l'environnement.

Axe 5 : réduire l'impact du patrimoine et des services.

Axe 6 : mobiliser les acteurs pour construire ensemble la transition énergétique.

Il est demandé à l'opérateur économique titulaire du présent marché public de tenir compte de cet engagement.

Mode de transport dans la métropole grenobloise en raison de la mise en place de ZFE

La Zone à Faibles Émissions (ZFE), (ex-Zone à Circulation Restreinte) vise à améliorer la qualité de l'air dans la métropole grenobloise en réservant l'accès à la circulation des véhicules utilitaires et poids lourds les moins polluants dans le centre-ville de Grenoble et, depuis le 2 mai 2019, dans 10 communes supplémentaires ainsi que le campus.

Sur son périmètre, seuls les véhicules utilitaires et poids lourds à faibles émissions seront autorisés à circuler à horizon 2025. Le périmètre de la ZFE est élargi depuis février 2020 à 17 communes supplémentaires, ce qui nous amène à un total de 27 communes concernées (*Bresson, Champagnier, Champ-sur-Drac, Claix, Corenc, Échirolles, Eybens, Fontaine, Gières, Grenoble, Jarrie, La Tronche, Meylan, Montchaboud, Noyarey, Poizat, Pont-de-Claix, Quaix-en-Chartreuse, Saint-Égrève, Saint-Martin-d'Hères ainsi que le Domaine Universitaire, Saint-Martin-le-Vinoux, Sassenage, Seyssinet-Pariset, Seyssins, Varcès, Venon, Veurey-Voroise*).

Qui est concerné ?

Seuls les véhicules utilitaires légers et les poids lourds (catégorie N sur la carte grise) les plus polluants sont concernés par la ZFE, que leur usage soit professionnel ou personnel. Ces derniers sont identifiés par le système des Certificats Qualité de l'Air (ou vignettes Crit'air).

Les classes de véhicules utilitaires légers et poids lourds interdites seront peu à peu élargies au fur et à mesure de l'évolution du dispositif.

Calendrier :

- À ce jour, l'interdiction de stationnement et de circulation dans ces communes concerne les véhicules utilitaires et poids lourds Crit'Air 3, 4 et 5.
- Initialement prévue en juillet 2025, l'interdiction des Crit'Air 2 est en cours de report pour le mois de juillet 2028.

A cette échéance, l'accès à la ZFE sera réservé aux véhicules utilitaires légers et poids lourds équipés de vignettes Crit'Air 1 et Électrique.

Afin d'obtenir plus de détails, ci-après accès au site internet de Grenoble-Alpes-Métropole :

<https://www.lametro.fr/761-la-zone-a-faibles-emissions.htm>

Les renseignements sur la ZFE pour les véhicules particuliers sont disponibles ici :

<https://zfe.grenoblealpesmetropole.fr/>

Article 17 – Dérogations

Les dérogations sont les suivantes :

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG – Prestations intellectuelles ;
- L'article 4.2 du CCAP déroge à l'article 10.2.4 du CCAG – Prestations intellectuelles ;

- L'article 4.3.1 du CCAP déroge à l'article 25 du CCAG – Prestations intellectuelles ;
- L'article 6.1 du CCAP déroge à l'article 11.1 du CCAG – Prestations intellectuelles ;
- L'article 7.4 du CCAP déroge à l'article 11.6 du CCAG – Prestations intellectuelles ;
- L'article 9.4 du CCAP déroge à l'article 22 du CCAG – Prestations intellectuelles ;
- L'article 10.1 du CCAP déroge à l'article 28.2 du CCAG – Prestations intellectuelles ;
- L'article 10.1 du CCAP déroge à l'article 28.5 du CCAG – Prestations intellectuelles ;
- L'article 10.2 du CCAP déroge à l'article 29 du CCAG – Prestations intellectuelles ;
- L'article 12.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG – Prestations intellectuelles ;
L'article 12.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG – Prestations intellectuelles ;
- L'article 12.4 du CCAP déroge à l'article 27 du CCAG – Prestations intellectuelles ;

Toutes les dispositions du CCAG-PI (arrêté du 30 mars 2021) non contredites par les dispositions du présent CCAP sont applicables au présent contrat.